

Nous eûmes néanmoins alors assez de courage pour inaugurer la méthode de paiement au jour le jour. C'est là une des raisons qui me portent à appuyer loyalement le Gouvernement dans sa politique de contrôle des prix, politique qu'il applique en dépit de toutes les difficultés et de tous les ennuis qui se présentent. Je suis convaincu qu'à mesure que nous nous éloignerons de cette période de guerre, les efforts et les nombreuses initiatives du Gouvernement seront jugés de plus en plus favorablement. J'espère vivre pour constater dans dix ans les résultats qui découleront sans doute de l'excellente administration actuelle. Je souligne la chose simplement pour montrer que la ligne de moindre résistance n'est pas celle que doivent prendre les hommes publics. Leur devoir est d'appliquer fermement leurs principes et de faire ce qu'ils croient juste en sachant ce qui en résultera.

Nous avons certainement une dette énorme, mais nous acquittons aujourd'hui les intérêts de cette dette deux fois plus facilement que nous ne le faisons en 1921 quand nous avons assumé la dette des chemins de fer nationaux du Canada. Le taux moyen de l'intérêt n'est aujourd'hui que de 3 p. 100, tandis qu'il était d'environ 5½ p. 100 durant et après la dernière guerre. Et pour comble, nous empruntons alors de l'argent en fonds américains. Le contrôle du change étranger n'existait pas ici à l'époque de la dernière guerre, et il en est résulté qu'une grande partie de notre argent est allée aux Etats-Unis. Nous avons dû faire le remboursement de ces emprunts et en acquitter l'intérêt en fonds américains. Les obligations émises à cette époque étaient exemptes d'impôt. A l'heure actuelle, le total du produit des placements effectués par les Canadiens représente environ 512 millions de dollars. L'intérêt sur nos emprunts est d'environ 237 millions; il est versé aux particuliers qui, à leur tour, le rendent au Gouvernement sous forme d'impôt sur le revenu. Une analyse impartiale de la politique financière du Gouvernement nous convaincra que les finances du pays sont extrêmement bien gérées. Si nous déduisons l'impôt sur le revenu personnel provenant d'intérêts versés sur les obligations de l'Etat, nous constaterons, je crois, que l'Etat paie probablement moins de 2 p. 100 sur notre dette.

Pour en revenir à la politique de l'ordre nouveau, je désire dans mes dernières remarques signaler surtout quelques-uns des événements survenus sous le régime que certaines gens qualifient de "capitaliste". Après tout, un retour vers le passé est peut-être propre à nous inspirer confiance en l'avenir. Je me demande si l'opinion que nous nous faisons du régime capitaliste est bien équitable. Je me demande si un autre régime nous aurait permis de posséder 1,500,829 automobiles en 1940, et

cela avec une population de onze millions et demi d'habitants seulement. En d'autres termes, une personne sur sept conduit un camion ou une automobile. Il y a là matière à réflexion quand on examine les résultats produits par le régime capitaliste. Nous jouissons au Canada et sur le continent américain, du meilleur mode d'existence qui soit au monde. A ce point de vue, le Canada ne le cède qu'aux Etats-Unis. En 1941, nous avons dépensé \$151,865,000 pour l'achat d'automobiles, et en outre nous avons affecté \$79,935,000 aux routes sur lesquelles elles roulent. Ces voitures ont consommé 702,114,883 gallons d'essence.

J'ai la certitude que si nous avons au Canada un peu de cet ordre socialiste vanté l'autre soir à la radio par l'honorable député de Rosetown-Biggar, le pays pourrait bien marcher de l'avant pendant quelque temps grâce aux capitaux et à la force d'impulsion accumulés par le présent régime, mais le jour viendrait où nous aurions de formidables problèmes à résoudre.

Au Canada, nous avons 1,461,038 appareils téléphoniques. Aucun autre régime n'offre, que je sache, pareil avantage. L'an dernier, nous avons ont transporté 155,591 voyageurs, 14,440,967 livres de marchandises et 2,710,975 livres de courrier. L'autre soir j'avais le plaisir d'écouter à la radio l'exposé du programme de la fédération du commonwealth coopératif et 1,454,717 autres personnes chez qui il y a un radio pouvaient jouir des mêmes avantages. C'est là le nombre de radios que nous comptons dans nos foyers.

Quand nous voulons nous divertir, nous pouvons aller au cinéma. La statistique révèle que nous avons acheté 152,137,225 billets d'admission au cinéma au coût de \$37,858,955. En dépit du rationnement, chacun de nous a consommé en 1940, 122.8 livres de viande et 31 livres de beurre. Par conséquent, si on nous impose le rationnement du beurre, nous n'avons qu'à en manger un peu moins. Certes, nous ne saurions voir là une grave difficulté quand nous songeons à tous les bienfaits dont nous jouissons.

Je continue: nous constatons que 21,969,871 personnes ont parcouru par nos chemins de fer une moyenne de 99 milles chacune. Afin de protéger les ouvriers, nous avons dépensé au chapitre des accidents de travail 24 millions de dollars. Le gouvernement fédéral a versé plus de 231 millions en pensions de vieillesse depuis l'institution de ce régime. En 1940, le trésor fédéral a versé \$28,472,475 à cette fin et \$1,087,239 aux aveugles. Aux mères nécessiteuses nous avons payé plus de 10 millions. Jusqu'à cette année-là, 2,661,275 personnes avaient pris des polices d'assurance-vie. Le total des assurances passait ainsi à plus de 5 milliards de dollars, et la moyenne s'établissait